CES PROFESSEURS QUI LÂCHENT LA LAÏCITÉ

Les jeunes générations tendent à être influencées par une vision multiculturelle de la société. Si certains enseignants s'autocensurent, d'autres n'adhèrent désormais plus à la laïcité à la française. Une poignée de professeurs vont plus loin et militent activement contre la laïcité et la loi de 2004. **PAR MARIE-ESTELLE PECH**

Où sont passés les « hussards de la République » ? Des professeurs qui soutiennent une conception multiculturelle de la société n'hésitent plus à dire qu'ils se sentent en désaccord avec la loi de 1905. Comme le démontrent des notes du renseignement à l'occasion d'incidents dans des établissements scolaires liés aux signes religieux, ce sujet divise parfois dans les salles des professeurs. Un enseignant a tôt fait d'être qualifié d'« islamophobe » quand il est intraitable sur le voile. *« Je dirais que la plupart de mes collègues ne sont pas à l'aise avec la question laïque. Quelques collègues gauchistes, une minorité, font du militantisme bas de plafond. "Le danger, maintenant, c'est l'islamophobie", lancent certains après chaque attentat ! C'est devenu un poncif. Ils vivent la laïcité comme une guerre contre l'islam. Et la salle des profs verse parfois dans le complotisme »*, raconte, sous le pseudo de Laurent Valogne, ce professeur de lettres exerçant dans un lycée de la région parisienne depuis 1991. Dans son livre, *le Cri d'alarme d'un professeur contraint à l'anonymat "Ces petits renoncements qui tuent"**, il décrit la montée de l'islamisme à l'école. Et la lâcheté de certains de ses collègues face à l'endoctrinement des élèves. Il s'est agacé notamment du discours unanimiste lénifiant des syndicats à l'occasion de l'assassinat de Samuel Paty : *« Un enseignant venait d'être assassiné, et que lisait-on dans les communiqués ? "Attention à l'extrême droite" et "On va raviver le racisme" ! Pas question d'écrire les mots "islamisme" ou "terrorisme". C'est hallucinant. »*

"CELA ME PÈSE DE ME BATTRE AVEC LES ÉLÈVES QUI VOUDRAIENT SE VOILER LORS D'UNE SORTIE SCOLAIRE."
SABINE, 35 ANS, PROF D'ANGLAIS

Sans parler, s'exaspère-t-il, de Sud Éducation et de son gauchisme *mainstream*. Ce syndicat s'est déjà illustré dans le passé, dans la Seine-Saint-Denis, en organisant des réunions en non-mixité pour disserter sur le « racisme systémique » à l'école. Certes, ce syndicat est très minoritaire au sein de l'Éducation nationale. Pourtant, cette idée d'une laïcité peu inclusive, trop fermée, infuse bel et bien. En juin 2022, par exemple, une conseillère principale d'éducation du lycée Charlemagne à Paris déposait plainte, harcelée en ligne après un incident impliquant une élève qui s'était présentée voilée à une épreuve du bac. *« Des personnels du lycée Charlemagne »* ont soutenu dans un communiqué l'élève voilée, jugeant qu'elle avait été *« agressée »*. Ils affirmaient que les lycéens devaient *« pouvoir venir dans les tenues qui leur conviennent : trop couverts ou pas assez, c'est à elles et à eux de décider ! »*. Au lycée Marcelin-Berthelot, à Pantin (Seine-Saint-Denis), en 2022, un professeur de physique chimie affilié à Sud Éducation lisait en conseil d'administration une fable critiquant le contenu de la formation « Laïcité et valeurs de la République », bien trop centrée sur l'islam, selon lui. Ses collègues enseignants le soutenaient dans cette action.

À l'épreuve de la réalité

Selon de récentes enquêtes d'opinion réalisées par l'Ifop et la Fondation Jean-Jaurès, les jeunes générations d'enseignants sont davantage marquées que leurs aînés par une vision multiculturelle de la société. Un sondage de l'Ifop datant de juillet 2021 montrait que, pour 32 % des professeurs de moins de 30 ans, la laïcité consiste avant tout à mettre toutes les religions sur un pied d'égalité, contre 10 % des profs de plus de 50 ans. Les jeunes enseignants auraient *« une vision beaucoup plus libérale de la laïcité »*, ainsi que *« très proche des modèles de société anglo-saxons multiculturels »*, relève l'étude. Plus d'un jeune professeur sur deux approuve par exemple le port de signes religieux par les parents accompagnateurs, soit nettement plus que la moyenne des enseignants et des Français.



Marie Magnin / Hans Lucas / AFP

EN PREMIÈRE LIGNE
L'essentiel de l'enseignement autour de la question de la laïcité passe quasi exclusivement par les 45 000 professeurs d'histoire-géographie. Ici, à Paris, le 18 octobre 2020, lors de l'hommage à Samuel Paty.

Sabine, 35 ans, professeure d'anglais dans un lycée professionnel de la banlieue parisienne, s'inscrit dans cette mouvance. La façon de vivre la laïcité à l'école *« fait naître plus de frustrations et de fermetures que de dialogue, de respect et d'ouverture »*, dit-elle. Depuis ses débuts, elle considère que *« la laïcité à la française est une mauvaise chose ». « Cela me pèse de me battre avec les élèves qui voudraient se voiler lors d'une sortie scolaire »*, raconte-t-elle. Récemment, lors d'un voyage en Irlande, plusieurs filles ont mis un voile dès la sortie de l'avion sous prétexte que la laïcité ne s'y appliquait pas : *« Je leur ai demandé de l'enlever, elles ont mis un bandeau pour cacher leurs cheveux. Cela rendait ma collègue hystérique, moi, j'avais tendance à laisser faire pour calmer le jeu. »*

Elle est agacée par l'attitude des chefs d'établissement, sur le qui-vive *« sous prétexte que quelques élèves portent des vêtements amples. Pour ces jeunes filles, le port du voile ou de l'abaya, c'est dans 99 % des cas un simple passage. Elles peuvent être rastas une année et voilées l'année suivante. C'est de la provocation. Je n'en peux plus de ce focus régulier sur le corps de la femme, ce qu'elle porte et l'interdiction du voile et, par extension, de tout "fichu" permettant de se couvrir la tête »*. D'origine antillaise, elle aimerait pouvoir porter au travail un de ses jolis foulards avec lesquels elle attache ses cheveux. *« Ce dernier n'est pas toujours un signe religieux, c'est un accessoire de beauté pour beaucoup de communautés. »* À ses yeux, la laïcité à la française *« a concentré ses efforts sur la diminution du port de vêtements religieux par les musulmans, et les nouvelles générations d'élèves ne le supportent plus. Cela donne lieu à des provocations, des tentatives d'affirmer une appartenance à travers le port de tenues religieuses »*. De fait, 52 % des lycéens rejettent la loi sur les signes religieux à l'école, selon un sondage Ifop de mars 2021…

En 2022, une de ses collègues qui débutait dans le métier a été *« broyée »* par son proviseur, dit-elle, car elle avait laissé ses élèves porter des tenues religieuses masculines pour un jeu de rôle. *« Ça va trop loin »*, estime-t-elle. Pour autant, elle assure être *« intraitable »* sur l'essentiel. Comme ce jour où elle a compris qu'une de ses élèves, *« manifestement radicalisée, cherchait à former une camarade de classe avec un livre en arabe »*. Et estime réussir à dénouer les conflits : *« J'ai une connaissance des religions chrétienne et musulmane. Je joue avec les élèves lorsqu'ils me disent que ceci ou cela est haram ou pas. Je sais très bien les remettre à leur place, et je les renvoie à leurs provocations avec efficacité. »*

Une hiérarchie passive

Une attitude néanmoins trop laxiste aux yeux de Sophie, professeure d'histoire-géographie et d'éducation civique depuis trente ans : *« J'accorde une grande importance à la laïcité, cette exception française tellement fédératrice. J'ai vraiment à cœur de l'enseigner et de la défendre, mais, depuis une dizaine d'années, c'est plus dur, car souvent remis en question par certains élèves. »* Comme la plupart des professeurs interrogés, elle regrette que l'essentiel de cet enseignement passe quasi exclusivement par les 45 000 professeurs d'histoire-géographie. *« De plus en plus de collègues, sous prétexte de ne pas bien s'y connaître, de ne pas être formés ou de ne pas avoir réfléchi au problème, nous laissent nous occuper des explications sur la laïcité, »* >

> *des commémorations pour Samuel Paty, etc. Certains ont un peu peur, et c'est souvent à juste titre. D'autres ne se posent pas de questions et évitent toute confrontation »*, note-t-elle. Quand les élèves ne veulent pas étudier des parties du programme, refusent d'entrer dans une cathédrale, quand des garçons refusent de serrer la main des professeures, *« de la part de la hiérarchie, la réaction est toujours la même : ils sont jeunes, on ne va pas convoquer les parents pour si peu. Ou ce n'est pas si grave... »*, observe-t-elle.

Professeur d'EPS, Stéphane, 40 ans, a été menacé par le père d'une élève à qui il avait reproché une tenue inadéquate : *« Dans ces situations, on se pose la question de notre sécurité. Je refuse de tomber dans l'autocensure, mais je sais aussi pertinemment que le rectorat me laissera seul, le "pas de vagues" oblige. Les collègues évitent désormais de faire remonter les incidents. Car, s'ils le font, l'administration préfère les taxer d'insuffisance plutôt que de traiter le cœur du problème. »* Ainsi, de la laïcité comme du reste, l'enseignant évite d'en parler aux collègues, car il est rapidement étiqueté comme en difficulté, assure-t-il. *« La solidarité a disparu avec la liquidation de notre métier, avec sa précarisation et l'arrivée massive de contractuels. Je ne crois pas néanmoins qu'il y ait une méfiance par rapport au principe de la laïcité dans la profession. La corporation est surtout écœurée des effets d'annonce sur ce thème, de la récupération politique. Sur le terrain, rien ne change. »*

Dérangeant en haut lieu

Quant à l'institution, y croit-elle encore ? Présidente des Clionautes, une association de professeurs d'histoire, Déborah Caquet s'alarme de la publication d'un rapport en septembre 2022 par l'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation. Destiné aux futurs hauts cadres de la fonction publique, on y lit en filigrane qu'à l'école la laïcité est compliquée à gérer. *« On sent que tout cela est finalement bien dérangeant et que, si on pouvait s'épargner la loi de 1905, ce ne serait pas plus mal »*, estime-t-elle. La laïcité est-elle un facteur de la liberté de conscience et d'expression ? Cette question choc, *« à laquelle nous sommes habitués à répondre sans ambages "oui", trouve dans le rapport une réponse essentiellement négative »*, note-t-elle. Le texte signale *« le manque d'adhésion de nombreux élèves »*, lesquels estiment que la liberté d'expression se retrouve trop bridée par la laïcité scolaire. Il montre que de nombreux enseignants contournent désormais ces sujets par crainte d'être mis en défaut. Dans sa conclusion, le rapport souligne *« le manque d'incarnation »* de la laïcité à l'école et le besoin de créer les conditions d'une *« école plus ouverte »*. Certes, il ne va pas jusqu'à soutenir le modèle finlandais (cité à plusieurs reprises) d'une éducation religieuse à l'école, mais il souhaite, sans dire comment, dépasser la situation actuelle.

Les problèmes autour de la laïcité ne sont-ils pas surtout liés à l'incompétence des enseignants et de leurs chefs d'établissement ? C'est aussi cette petite musique désagréable qui résonne, note Déborah Caquet : dans la critique de l'incapacité de certains agents à connaître les règles en vigueur, dans la difficulté de discerner ce qui relève d'une réelle atteinte à la laïcité et ce qui est manifeste de la révolte de l'adolescent. La solution tient en un mot : la « formation », seule réponse institutionnelle après l'assassinat de Samuel Paty. Or cette formation à la laïcité n'a pour l'instant abouti à rien de fabuleux. *« Dans plusieurs académies, nos propres remontées font état d'un abandon en rase campagne des formateurs, entre dilatation des échanges, report des calendriers ou bien alors organisation à des moments improbables quand les établissements ne pourront aligner qu'un proviseur et quatre assistants d'éducation... »*, dénonce-t-elle, très noire. ■ **M.-E.P.**

* Par Carine Azzopardi et le "témoin", Plon, 2022.



SAMUEL PATY, SEUL CONTRE TOUS ?

C'est un livre qui relance la polémique. Dans *les Derniers Jours de Samuel Paty*, livre sorti en avril 2023 (Plon), le journaliste Stéphane Simon et ses coauteurs reviennent sur l'attitude des collègues de Samuel Paty peu avant sa mort. Certains enseignants, inquiets, critiquent une caricature utilisée par le professeur dans un cours. Les mails envoyés par des professeurs sur la messagerie interne du collège, peu après la polémique (des élèves et des parents contestaient le cours sur les caricatures de Samuel Paty), avaient été dévoilés par la presse en 2020 : *« Non seulement notre collègue a desservi la cause de la liberté d'expression, il a donné des arguments à des islamistes et il a travaillé contre la laïcité en lui donnant l'aspect de l'intolérance, mais il a aussi commis un acte de discrimination »*, estimait un enseignant. Samuel Paty a-t-il été *« totalement lâché »* par ses collègues comme l'a affirmé Stéphane Simon dans « C dans l'air » ? *« Il y a deux collègues qui ont soutenu mollement Samuel Paty, il y en a un qui a soutenu vraiment Samuel Paty, et puis il y a les autres, ceux que j'appelle vraiment les lâches »*, assure-t-il. Selon ses collègues, outrés, qui ont contacté *Libération*, seuls deux se seraient désolidarisés. *« Le fait qu'il ait été lâché par presque tout le monde, c'est totalement faux. Samuel m'avait dit qu'il avait reçu des mails, des messages et des paroles de soutien durant les deux semaines »* qui ont séparé son cours sur la liberté d'expression de son assassinat, a confié l'un d'eux. ■